



Les
Producteurs
de lait
du Québec

Communiqué de presse *Pour diffusion immédiate*

Assemblée générale semi-annuelle 2015 des Producteurs de lait du Québec

Tant que nous demeurons Forts et Unis, déterminés et persévérants, nous pouvons être confiants dans l'avenir de nos fermes, de notre production et de notre secteur! – Bruno Letendre

Québec, le 26 novembre 2015 – Prenant la parole dans la cadre de l'assemblée générale semi-annuelle des Producteurs de lait du Québec, le président, Bruno Letendre, a affirmé vouloir donner la chance au nouveau gouvernement du Canada de faire ses preuves en ce qui a trait à la défense de la gestion de l'offre, notamment en ce qui a trait aux suites des ententes de libre-échange du Partenariat transpacifique (PTP) et de l'Accord entre le Canada et l'Union européenne, ainsi que du resserrement du contrôle des importations de concentrés de protéines laitières. « **Nous donnons la chance au coureur. Les attentes sont élevées et nous souhaitons des actions concrètes dans les premiers mois de son mandat. Le gouvernement n'a pas encore annoncé son intention de ratifier le PTP, mais s'il va de l'avant, les compensations promises par le précédent gouvernement sont un minimum requis** », a-t-il déclaré.

« **À propos des contournements des contrôles douaniers, nous avons demandé à ce que le prochain gouvernement s'engage à régler ces problèmes dans les premiers mois de son mandat. La solution au problème des importations de lait diafiltré est politique. Il faut que le gouvernement canadien tranche. C'est ce que nous avons réclamé sans succès du gouvernement conservateur. On nous disait qu'il fallait attendre la fin des négociations du PTP. Cette négociation est maintenant terminée. Le gouvernement doit comprendre qu'investir dans des mesures d'atténuation d'impacts et remplir entièrement sa responsabilité de contrôler les importations, c'est favoriser le maintien de retombées économiques majeures de nos secteurs au Canada** » a lancé M. Letendre.

Pour M. Letendre, le Canada n'a pas à être gêné de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin aux importations de lait diafiltré. « **Les États-Unis, d'où nous provient le lait diafiltré, n'hésitent pas à protéger leur marché lorsque nécessaire. À la mi-octobre, ils ont augmenté leur tarif sur le beurre importé de 510 \$ US la tonne, ce qui le porte à 2 051 \$ la tonne, pour bloquer les importations européennes qui réussissaient à pénétrer le marché américain pour compenser la perte du marché russe.** »

Par ailleurs, M. Letendre s'est dit déçu de la lettre-mandat du premier ministre Trudeau au ministre de l'Agriculture, qui ne faisait aucune allusion à la défense de la gestion de l'offre ou au resserrement des mesures de contrôles anti-contournement des frontières. Rappelons que la gestion de l'offre a été un des principaux enjeux de la dernière campagne électorale fédérale dans le contexte de la négociation du PTP et des problèmes liés à l'importation de lait diafiltré, un produit conçu spécifiquement pour contourner à la fois les mesures tarifaires et aussi la limite imposée par les normes de composition des fromages à l'ajout d'ingrédients laitiers autres que ceux qui proviennent directement du lait. À l'issue de la campagne électorale, les Producteurs de lait du Québec ont obtenu des engagements écrits des principaux partis politiques fédéraux sur le contournement des frontières et sur les compensations des pertes aux producteurs. Le Parti libéral du Canada a pris des engagements par écrit par rapport aux deux demandes : ils se sont engagés à « revoir les normes, règles et pratiques en vigueur relativement à l'importation de produits alimentaires, notamment les protéines laitières » et à « examiner attentivement la question des compensations à être versées aux agriculteurs en fonction des termes de l'entente conclue (...) le tout en consultation avec les secteurs visés ».

Au moment de l'annonce de l'entente du PTP, le gouvernement a promis une enveloppe de 4,3 milliards de dollars en compensation pour les producteurs et les transformateurs sous gestion de l'offre. L'entente a été rendue publique il y a un peu plus de deux semaines. Les Producteurs laitiers du Canada ont évalué que la concession varierait plutôt entre 3,4 % et 4 % selon les scénarios optimistes ou pessimistes, plutôt que les 3,25 % annoncés et ferait perdre entre 190 et 250 millions de dollars par année aux producteurs. À première vue, les concessions du Canada sont plus importantes, toutes proportions gardées, que celles offertes par les États-Unis et le Japon aux autres pays.

« Nous avons été extrêmement déçus de cette nouvelle concession du Canada, après celle faite à l'Union européenne il y a deux ans. Toutefois, notre détermination et notre mobilisation ont très certainement limité les dégâts. Avec notre campagne Forts et Unis, pendant la campagne électorale, nous avons remis le dossier du lait diafiltré sur la place publique, en même temps que celui de la protection de la gestion de l'offre dans les négociations du PTP. Nous pouvons être fiers de ce que nous avons accompli avec cette mobilisation. Au plus fort de notre campagne, selon Influence Communication, une agence qui mesure le poids des nouvelles dans les médias, le PTP était parmi les trois sujets les plus couverts au Canada. Nous avons fait de la préservation de la gestion de l'offre un des enjeux de l'élection fédérale au Québec. Ce qui n'est pas rien! » a affirmé Bruno Letendre. L'appui de la population était également au rendez-vous. Un sondage pancanadien commandé par les PLC et publié en juillet dernier a révélé que 91 % des Canadiens trouvaient important que les produits laitiers qu'ils consomment soient canadiens et que 85 % trouvaient important que le gouvernement canadien protège l'industrie laitière dans toutes les négociations de libre-échange.

« Plusieurs enjeux importants nous confrontent, mais nous avons aussi plusieurs raisons d'être confiants dans l'avenir de notre secteur. Il n'y a plus de menace de négociations commerciales dans un horizon prévisible. Nous sommes en action pour résoudre nos problèmes aux frontières et finaliser un plan de compensations adéquat pour les concessions faites dans le PTP et l'AECG. La demande est croissante pour nos produits laitiers et nous avançons dans notre projet d'Initiative proAction, un programme unique au monde de certification obligatoire couvrant six volets, dont le bien-être animal et l'environnement, et qui démarquera notre lait en répondant aux attentes de la société. La défense de la gestion de l'offre et de la mise en marché collective, comme le travail pour l'amélioration de la rentabilité de nos entreprises, sont des tâches qui ne seront jamais complétées. Tant que nous demeurons Forts et Unis, déterminés et persévérants, nous pouvons être confiants dans l'avenir de nos fermes, de notre production et de notre secteur! » a conclu Bruno Letendre.

À propos des Producteurs de lait du Québec

La production laitière génère au Québec quelque 83 000 emplois directs, indirects et induits et contribue à hauteur de 6,2 milliards de dollars au produit intérieur brut. Finalement, elle entraîne des retombées fiscales de 1,29 milliard de dollars, dont 678 millions de dollars au gouvernement fédéral et 454 millions de dollars au gouvernement du Québec. Les Producteurs de lait du Québec, affiliés à l'UPA, représentent les 5 856 fermes laitières qui livrent annuellement près de 3 milliards de litres de lait, dont la vente totalise des recettes à la ferme de plus de 2,4 milliards de dollars.

www.lait.org

-30-

Information : François Dumontier
Conseiller, relations publiques et gouvernementales
Tél. : 450 679-0530, poste 8704
Cell. : 514 713-0530
www.lait.org